

original



PREFET DE LA DRÔME

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes
Unité territoriale Drôme-Ardèche

Dossier suivi par : Pascal OLIVIER
Tél. : 04.75.82.46.46

Valence, le - 3 JUL. 2012

Direction Départementale de la Protection des
Populations de la Drôme
Service Protection de l'environnement

Tél. : 04.26.52.22.08
Fax : 04.26.52.21.62

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE n° 2012185-0008

**modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07.5188 du 22 octobre 2007
délivré à la société DROMOISE DE CEREALES pour son site de MUREILS**

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment la rubrique 2160 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07.5188 du 22 octobre 2007 et ses annexes autorisant la COOPERATIVE DROMOISE DE CEREALES à exploiter un site de stockage de céréales situé quartier Les Vignasses - 26240 Mureils ;

VU le dossier présenté par la COOPERATIVE DROMOISE DE CEREALES le 13 avril 2012 portant sur la construction d'une cellule de 7 236 m³ et de deux boisseaux de chargement de 80 m³ chacun ;

VU le rapport et les propositions en date du 31 mai 2012 de l'inspection des installations classées à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes ;

VU l'avis en date du 21 juin 2012 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

VU la consultation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté le 21 juin 2012 ;

VU le courrier en réponse de la société Drômoise de Céréales en date du 25 juin 2012 donnant son accord au projet d'arrêté ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que l'augmentation du volume stocké est d'environ 20 %, que les zones de dangers calculées restent à l'intérieur du site, que l'aspect paysager est pris en compte, que l'impact sur l'environnement est très faible, que le site est déjà autorisé au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature ;

CONSIDERANT que cette extension ne constitue pas une modification substantielle nécessitant un dossier complet d'autorisation mais que certaines dispositions de l'arrêté n° 07.5188 du 2 octobre 2007 doivent être modifiées ;

SUR la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme ;

Sous l'angle de

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral n°07.5188 du 22 octobre 2007 est modifié comme suit :

Le tableau de l'article 1.2.1 du chapitre 1.2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est abrogé et remplacé par :

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2160	1 a	A	Silos, installation de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables	Volume	15 000	m³	43 638	m³
2910	A 2	D, C	Combustion : installation consommant exclusivement du gaz naturel	Puissance thermique	2<Pth<20	MW	7,2	MW
2260		NC	Installation de criblage, nettoyage de tous produits organiques naturels	Puissance	100	kW	<= 100	kW

L'article 1.2.3 du chapitre 1.2 - Consistance des installations autorisées est abrogé et remplacé par :

Les installations sont organisées de la façon suivante :

1 - Capacités de stockages :

- 8 cellules (K) de 250 M³ soit 2 000 m³
- 4 cellules (M) de 1 250 m³ soit 5 000 m³
- 4 cellules (N) de 1 600 m³ soit 6 400 m³
- 4 cellules (L) de 2 000 m³ soit 8 000 m³
- 3 cellules (A) de 50 m³ soit 150 m³
- 1 cellule (O) de 7 236 m³
- 1 cellule (P) de 7 236 m³
- 1 cellule (R) de 7 236 m³
- 2 boisseaux de chargement (Q1) de 80 m³ chacun soit 160 m³
- 2 boisseaux de chargement (Q2) de 80 m³ chacun soit 160 m³
- 2 boisseaux de chargement (S) de 80 m³ chacun soit 160 m³

2 - Installations de combustion :

- 1 séchoir Satig de 5,2 MW
- 1 séchoir de 2,0 MW

Le chapitre 1.7 – Arrêtés, circulaires, instructions applicables est abrogé et remplacé par :

Dates	Textes
04/10/10	Arrêté du 04 octobre 2012 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation
29/03/04	Arrêté du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
08/07/03	Arrêté 08 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
15/07/97	Arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910: combustion
21/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
30/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

L'article 7.3.4 du chapitre 7.3 - Protection contre la foudre est abrogé et remplacé par :

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 2 - Dispositions administratives

article 2.1 - Le bénéficiaire se conforme aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées.

En outre, l'administration se réserve le droit de prescrire en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées du présent arrêté, qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou pour diminuer les inconvénients résultant du voisinage de cette installation et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à un dédommagement quelconque.

Article 2.2 - Les droits des tiers sont formellement réservés.

Article 2.3 - Affichage

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de MUREILS et mise à la disposition de toute personne intéressée. Elle peut être consultée sur le site internet de la préfecture de la Drôme. Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera adressé par les soins du maire et transmis à la direction départementale de la protection des populations.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis au public, rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant peuvent être consultées, sera publié, par les soins de la Direction départementale de la protection des populations et aux frais de l'exploitant dans deux journaux d'annonces légales du département.

article 2.4 – Le pétitionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition de l'inspecteur des installations classées, aux visites duquel il devra soumettre son établissement.

article 2.5 - Délais et Voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2°) Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511.1 dans un délai d'un an à compter de l'achèvement de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 2.6 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme, le maire de Mureils, l'inspection des installations classées à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Mesdames et Messieurs les directeurs et chefs de service :

- M. le Maire de Mureils
- M. le Directeur départemental des territoires,
- M. le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de la Santé,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes, Unité territoriale Drôme-Ardèche,
- ainsi qu'à la société DROMOISE DE CEREALES.

Fait à Valence, le **3 JUL. 2012**

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale


Charlotte LECA